

Brussels, 2-4 December



PNoWB Annual Conference

Programme de la Conférence annuelle

Contacts d'urgence

Permanence PNoWB 1 +32 484 61 34 15
Permanence PNoWB 2 +32 485 95 38 11
Police 101
Aide médicale / incendie 100

E-mails du PNoWB
secretariat@pnowb.org
conference@pnowb.org
adletterich@pnowb.org
jevrard@pnowb.org

Délégation de l'Hôtel

Hotel Crowne Plaza Europa

Rue de la Loi, n°107
B-1040 Bruxelles
+32 2 230 13 33

Lieux

Parlement européen

(Session du jeudi après-midi)
Rue Wiertz, n°60
B-1047 Bruxelles

Hôtel de Ville de Bruxelles

(Cocktail du jeudi soir)
Grand Place
B-1000 Bruxelles
+32 2 279 23 43

Parlement fédéral belge

(Sessions du vendredi et samedi)
Place de la Nation
B-1008 Bruxelles
+32 2 549 81 11

Sofitel Brussels Europe

Sofitel Brussels Europe
(Réception du vendredi soir)
Place Jourdan, n°1
B-1040 Bruxelles
+32 2 235 51 00

Cercle Royal Gaulois

(Réception du samedi midi)
Rue de la Loi, n°5
B-1000 Bruxelles
+32 2 500 10 80

Jeudi 2 décembre – organisé au Parlement Européen

14.00-18.00 Assemblée générale annuelle du RPsBM-PNoWB (plénière)

L'assemblée générale annuelle du RPsBM-PNoWB est ouverte aux parlementaires uniquement.

19.30-21.00 Réception de bienvenue – Organisée à l'Hôtel de Ville de Bruxelles - Grand-Place

Bertin Mampaka, Echevin de la Solidarité Internationale, Ville de Bruxelles
Charles Michel, Ministre de la Coopération au développement, Belgique
Kristalina Georgieva, Commissaire européenne à la coopération internationale, l'aide humanitaire et réaction aux crises
Hugh Bayley, Député, Grande-Bretagne, Président du RPsBM-PNoWB

Vendredi 3 décembre – organisé au Parlement belge

09.00-09.30 Discours de bienvenue, Hugh Bayley, Président du RPsBM-PNoWB (plénière)

09.30-10.45 Le rôle des parlements dans le financement du développement (plénière)

L'Aide publique au développement (APD) est assurément l'instrument de financement du développement le plus connu et suivi, elle n'est cependant pas l'unique option dont dispose un pays pour collecter des fonds afin de soutenir des programmes de réduction de la pauvreté et de promotion du développement.

Les modalités de financement du développement ont profondément évolué durant ces dix dernières années. En effet, à l'heure actuelle, le financement du développement s'appuie sur de nouvelles mesures durables telles que la mobilisation des ressources financières nationales via les systèmes d'impôts, l'attrait direct des investissements étrangers et d'autres formes de capitaux privés, l'augmentation des revenus liés au commerce, la réduction de la dette extérieure ainsi que la coopération au niveau mondial sur les questions financières internationales. En outre, force est de constater que d'autres moyens tels que la lutte contre la corruption et l'harmonisation des politiques de développement permettent également aux différents pays de parvenir à un financement durable du développement.

Il est essentiel que les parlements remplissent leur rôle de stimulus politique, tant national qu'international, indispensable à la création de mécanismes de financement innovants. Cette session a pour but de centrer la discussion sur les divers instruments de financement du développement qui sont à la disposition des pays, ainsi que sur le rôle des législateurs dans la mobilisation tant interne qu'externe pour le financement du développement.

Modérateur : Alain Destexhe, Député, Belgique, Vice-président du RPsBM-PNoWB

Mobilisation et déploiement des ressources budgétaires au profit des infrastructures
Hugh Bredenkamp, Directeur adjoint, Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, Fonds monétaire international

La réforme du commerce international et le commerce régional
Said el Hachimi, Conseiller
Organisation mondiale du commerce

L'origine des flux financiers illicites du Sud vers le Nord
Raymond Baker, Fondateur et Directeur, Global Financial Integrity

L'aide et les mécanismes de financement innovants
Carlos Braga, Directeur, Politiques économiques et dette, Poverty Reduction and Economic Management Network (PREM), Groupe de la Banque mondiale

10.45-11.15 Suspension de séance

11.15-12.45 Sessions parallèles

- **Mobiliser le secteur privé pour le développement**

Plusieurs approches divergent quant à l'existence du lien de causalité entre la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Tandis que les approches plus traditionnelles de lutte contre la pauvreté mettent en avant le rôle du gouvernement et du secteur public, de nouvelles approches tendent à voir dans le secteur privé un moteur pour la croissance et pour le développement.

Cette session vise à faire participer les orateurs et les participants sur ces questions en abordant la façon dont le secteur privé peut être un outil pour le développement. La discussion continuera ensuite sur le rôle des parlementaires dans ce processus ainsi que sur les pistes envisageables pour encourager la croissance du secteur privé dans les pays en développement.

Modérateur: Oliver Griffith, chef de communications pour l'Europe de l'Ouest,
Société financière internationale, Groupe de la Banque mondiale

La place des politiques publiques dans le développement du secteur privé
Hervé Gallepe, Département de coopération avec les parlementaires, Agence Française de Développement

Réformer les politiques gouvernementales en faveur de la croissance du secteur privé
Alhaji Alhassan Azong, Député, Ghana, Ministre d'Etat pour le développement du secteur public

Neil Gregory, Chef de la stratégie,
Société financière internationale, Groupe de la Banque mondiale

- **Construire des partenariats entre les parlements et la société civile pour une surveillance accrue et une efficacité du développement**

Le milieu sans cesse croissant du développement tend de plus en plus à considérer la citoyenneté active comme un facteur déterminant dans la consolidation d'États efficaces et la création d'un environnement de développement plus équitable. En effet, la promotion de l'appropriation par les pays du processus de coopération au développement au moyen d'une participation active, d'une supervision et d'une contribution citoyenne est devenu un sujet clé dans la coopération au développement.

Dans ce cadre, les acteurs du développement de tous les niveaux prennent conscience qu'il est essentiel d'œuvrer vers un renforcement des capacités de supervision des parlements et des acteurs de la société civile locale ainsi que vers une intensification des relations entre ces deux entités.

Au cours de cette session, des exemples issus de multiples contextes illustreront des résultats de développement rendus possibles grâce à une coopération efficace entre les parlementaires et la société civile. La discussion permettra également de dégager de bonnes pratiques pouvant être ultérieurement mise en place dans d'autres pays.

Modérateur : Alain Destexhe, Député, Belgique, Vice-président du RPsBM-PNoWB

Le rôle de la société civile dans le renforcement législatif et la surveillance du développement
Scott Hubli, Directeur des programmes de gouvernance,
Institut national démocratique pour les affaires internationales (NDI)

Accroître le dialogue entre le parlement et la société civile, l'expérience du Nigéria
Auwal Ibrahim Musa, Directeur,
Civil Society Legislative Advocacy Center (CISLAC), Nigéria

Construire des partenariats entre les parlements et la société civile
Olivier Pierre-Louveau, Directeur du Parliamentary Development Knowledge,
Agora Portal for Parliamentary Development (Agora)

Etudes de cas de coopération entre les parlements et les organisations de la société civile pour une efficacité du développement renforcée
Mark Baskin, Professeur et chercheur, Centre pour le développement international,
Université d'Etat de New York (SUNY/CID)

La coopération entre les parlementaires et les ONG dans le contexte d'une évolution de l'architecture de l'aide
Association for European Parliamentarians with Africa (AWEPA)

- **Après la crise: le rôle des parlementaires face aux défis des pays en développement**

La crise économique mondiale a certes provoqué de lourdes conséquences au sein des pays en développement. Cependant, selon le Fonds monétaire international (FMI), contrairement aux précédentes dépressions économiques mondiales, les pays en développement ont largement fait face à la crise au moyen de solides réactions de politique intérieure.

Les profits préalablement engendrés par la stabilisation macroéconomique et la réduction de la dette, de pair avec le financement accru du FMI suite à la crise, ont permis à de nombreux pays de créer un cadre économique stimulant à court terme. En outre, le Fonds aurait amorti les effets de la crise financière mondiale pesant sur les pays en développement, d'une part en décidant en 2009 d'augmenter de manière significative son soutien à ces pays, et d'autre part en permettant une plus grande flexibilité des programmes et en réformant ses instruments de prêt.

Cette session mettra en évidence les défis rencontrés par les pays en développement après la crise, et ce tout en soulignant le rôle déterminant des législateurs lorsque leurs gouvernements cherchent à rétablir la croissance économique suite à la crise.

Modérateur: Hugh Bayley, Député, Grande-Bretagne, Président du RPsBM-PNoWB

Christian Mumssen, Chef de division, Département stratégique, politique et des évaluations
Fonds monétaire international

Henry Banyenzaki, Député, Ouganda
Président du RPsBM-PNoWB Ouganda

Bert Koenders, Ancien Ministre de la Coopération au Développement, Pays-Bas
Membre fondateur et premier Président du RPsBM-PNoWB

13.00-14.00 Déjeuner

14.15-15.30 Les politiques de développement fondées sur des analyses de terrain et des résultats concrets (plénière)

L'élaboration de politiques fondées sur des résultats concrets est une approche voulant que les législateurs et les gouvernements puissent prendre des décisions politiques, s'accorder sur des programmes et des projets en ayant à leur disposition les données les plus pertinentes sur les politiques de développement et leurs mises en œuvre.

Il s'agit d'une démarche rigoureuse qui s'appuie sur des données précises, sur des leçons tirées d'expériences antérieures et sur des analyses tant quantitatives que qualitatives. Dans cette voie, tant les chercheurs, les décideurs politiques que les acteurs de la société civile collaborent ensemble afin de s'assurer que les politiques de coopération au développement soient guidées le plus possible par les réalités de terrain, les priorités nationales ainsi que par les recherches les plus récentes.

Cette session vise à fournir aux législateurs un aperçu de la façon dont ils peuvent travailler en coopération avec le milieu académique, les institutions, les citoyens et leurs homologues des pays voisins afin d'améliorer les prises de décisions au niveau national.

Modérateur: Hugh Bayley, Député, Grande-Bretagne, Président du RPsBM-PNoWB

L'importance de l'accessibilité des données pour les politiques de développement fondées sur des analyses de terrain

Caroline Anstey, Vice-présidente des Affaires extérieures, Groupe de la Banque mondiale

De la recherche aux politiques : leçons tirées des stratégies d'influence des politiques

Enrique Mendizabal, Directeur du département politique et recherche (RAPID),
Overseas Development Institute (ODI)

Clotûre du cycle des analyses de terrain: s'assurer que les évaluations des résultats et les recommandations guident les stratégies de coopération au développement

Vinod Thomas, Directeur Général et Vice-président du Groupe d'évaluation indépendant,
Groupe de la Banque mondiale (IEG)

15.30-16.00 Suspension de séance [Ouverture des élections du conseil d'administration]

16.00-17.15 Solutions politiques pour toucher les plus démunis (plénière)

A l'heure actuelle, on décompte près de trois milliards de personnes défavorisées, issues des pays en développement, qui n'ont pas accès aux services financiers de base, nécessaires à l'amélioration de la gestion de leurs vies précaires. L'accès à ces services financiers – qu'il soit sous la forme d'épargne, de crédit, de transfert d'argent ou d'assurance - est un moyen pouvant contribuer significativement au bien-être familial et à l'augmentation de la capacité de production. Ces services permettent également à ces personnes démunies de réduire leur vulnérabilité et de revaloriser leur quotidien.

Depuis la création de la « Grameen Bank » au Bangladesh en 1976 jusqu'à aujourd'hui où les programmes de microfinance cessent d'augmenter, la promotion de la participation financière des plus démunis s'est montrée de plus en plus concluante dans les efforts visant à réduire la pauvreté.

Cette session examinera un certain nombre de solutions politiques visant à atteindre plus particulièrement les populations exclues, et analysera les différentes possibilités de transcription des recommandations du G20 dans les politiques de terrain pro-pauvres.

Modératrice: Kathryn Imboden, Consultative Group to Assist the Poor (CGAP)

3 idées pour la finance du développement en faveur des plus pauvres

Nuria Molina, Directrice, European Network on Debt & Development (Eurodad)

Principes pour intégrer les plus pauvres dans les systèmes bancaires : des principes du G20 à la mise en œuvre sur le terrain

Kathryn Imboden, Conseillère politique,
Consultative Group to Assist the Poor (CGAP)

Exemples de programmes: toucher les plus démunis

Hassan Zaman, économiste principal en charge de la pauvreté,
Groupe de la Banque mondiale

[17.30 Clôture des élections du conseil d'administration]

<p>19.30-21.30 Réception pour le 10^{ème} anniversaire du RPsBM-PNoWB et annonce des résultats des élections</p>

<p><i>Organisé par le Groupe de la Banque mondiale à l'Hôtel Sofitel Europe, Place Jourdan</i></p>
--

Caroline Anstey, Vice-présidente des Affaires extérieures, Groupe de la Banque mondiale
Hugh Bayley, Député, Grande-Bretagne, Président du RPsBM-PNoWB
Bert Koenders, Ancien Ministre de la Coopération au Développement, Pays-Bas, Membre fondateur et premier Président du RPsBM-PNoWB

09.00-10.30 Sessions parallèles

- **Session axée sur les OMD en Afrique**

D'ici 2015, l'Afrique peut saisir l'occasion sans précédent de progresser considérablement dans la réalisation des OMD. Parallèlement à la récente accélération de la croissance économique, les progrès déjà effectués constituent des bases suffisamment solides pour que de nombreux pays africains, sinon la plupart, atteignent leurs objectifs en 2015 ou peu après.

Néanmoins, l'Afrique doit encore résoudre un certain nombre de défis du développement, inhérents aux efforts visant à atteindre les OMD. Elle doit en effet faire face aux faibles niveaux en capital humain, aux droits juridiques et de propriété limités des femmes africaines, aux services médiocres, aux déficits d'infrastructure et, enfin, au changement climatique. Une bonne gouvernance – y compris une plus grande transparence et une redevabilité dans la gestion des ressources publiques limitées – est également un élément déterminant pour que l'Afrique puisse être à même à s'engager fortement dans la voie menant à la réalisation des OMD.

Cette session, organisée par la Banque mondiale, fera porter la discussion entre les orateurs et les parlementaires autour des thèmes tels que les priorités de l'aide internationale pour l'Afrique et le rôle joué par des parlementaires en vue d'atteindre les OMD et d'obtenir une croissance durable et équilibrée.

Modérateur : Iyabo Obasanjo, Député, Nigéria, Président de la commission sénatoriale sur la santé

OMD et responsabilité, quel rôle pour les parlementaires
Gabriel Negatu, Directeur de la Gouvernance et des réformes,
Banque africaine de développement

Shanta Devarajan, Economiste en chef de la région Afrique,
Groupe de la Banque mondiale

Overseas Development Institute, orateurs complémentaires à confirmer

- **Atteindre les OMD en matière de santé: échange entre les chercheurs, législateurs et les experts**

Dix années se sont écoulées depuis que les gouvernements du monde entier se sont engagés à réduire la mortalité infantile, à améliorer la santé maternelle et à combattre le VIH / SIDA, la tuberculose et le paludisme/malaria. Pourtant à l'heure actuelle, un enfant né dans un pays en développement a toujours 13 fois plus de risques de mourir avant l'âge de cinq ans que celui né dans un pays développé; une femme meurt encore en couche presque à chaque minute; et pour deux personnes commençant le traitement du VIH/SIDA, cinq autres sont nouvellement infectées.

Le succès de la Déclaration du Millénaire et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ne se réalisera pas sans que des améliorations majeures et des

résultats tangibles au sein des pays en développement se réalisent dans le domaine de la santé. Il est fondamental de progresser rapidement si l'on veut atteindre d'ici 2015 les OMD en la matière tant c'est une tâche complexe et difficile. Si dans des pays en développement stables et bien gouvernés, le programme est tout de même exigeant, la situation est d'autant plus difficile dans les pays où les conditions économiques et sociales sont pauvres et en déclin, où la gouvernance est affaiblie et où les relations entre le gouvernement et les donateurs se montrent inefficaces.

Cette session permettra aux chercheurs dans le domaine de la santé, aux législateurs et aux experts de terrain de discuter sur les actions nécessaires d'entreprendre pour atteindre les OMD en matière de santé d'ici 2015.

Modératrice: Marleen Temmerman, Sénatrice, Belgique, Médecin, Université de Gand

Le « Global Fund » et les parlementaires: partenaires dans la lutte contre la mortalité
Svend Robinson, Conseiller principal, Relations parlementaires,
Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM)

Paul Charles Waibale, Directeur de projet, Programme de prévention – soin et traitement du SIDA, Management Sciences for Health, Nigéria

Action politique en faveur des OMD en matière de santé: acquérir les bonnes pratiques
Marleen Temmerman, Sénatrice, Belgique, Médecin, Université de Gand

David Hercot, Unité de la politique de santé et du financement, Département de la santé publique, Institut de médecine tropicale, Anvers, Belgique

- **Réduction des risques de catastrophes naturelles : un instrument pour atteindre les OMD**

L'impact dévastateur du tremblement de terre de 2010 à Haïti et les inondations au Pakistan sont un signal fort nous rappelant que les catastrophes naturelles peuvent représenter une entrave sérieuse à la réalisation des OMD. Chaque année, ces catastrophes entraînent des millions de personnes dans une pauvreté extrême, un mauvais état de santé, et limitent leur accès à l'eau potable et à la nourriture. Actuellement, il a été estimé que les personnes touchées par les tremblements de terre, cyclones, inondations et sécheresses vivent à 85% dans les pays en développement, et que les coûts directs de gestion des catastrophes naturelles des dix dernières années ont atteint près de un billion de dollars, sans compter les milliards de dollars supplémentaires requis pour les secours et les réparations.

Des changements deviennent nécessaires afin d'assurer que les investissements dans la réalisation des OMD et dans le développement socio-économique résisteront face aux catastrophes et protégeront les personnes et leurs moyens de subsistance. Ces changements exigent un engagement et un leadership politique fort pour lequel les parlements sont stratégiquement bien positionnés.

Cette session, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour la Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes (SIPC), sera axée sur le rôle stratégique des parlementaires dans la coordination des politiques de réduction des risques de catastrophes naturelles et d'adaptation aux changements climatiques en faisant de la réduction des risques de catastrophes naturelles un instrument pour atteindre les OMD.

Modérateur: Sálvano Briceño, Directeur,
United Nations International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR)

Collaborer au niveau mondial pour un investissement plus efficace dans la réduction des risques de catastrophes naturelles

Saumura Tioulong, Députée, Vice-présidente, Deuxième commission permanente sur le développement durable, Finance et Commerce, Union Inter-parlementaire

Législation nationale sur la réduction des risques de catastrophes naturelles: expérience de l'Argentine

Dr. Nelly Gray de Cerdán, Sénatrice de Mendoza, Argentine

Protéger l'environnement au travers des programmes de réduction des risques de catastrophes naturelles

Abdou Sane, Député, Président du National Parliamentarian Network for Disaster Risk Reduction and référent de UNISDR pour l'Afrique de l'ouest, Sénégal

Promouvoir la coordination entre la réduction des risques de catastrophes naturelles et l'adaptation au changement climatique au travers du travail législatif

Député, Philippines

- **Développement économique et OMD, la population est-elle un élément déterminant?**

Face aux nombreux problèmes planétaires auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui tels que le changement climatique, la pénurie d'énergie, l'extrême pauvreté, la volatilité des prix alimentaires et la crise financière, pourquoi devrait-on se préoccuper de la population? Il convient d'en répondre par le simple fait que la quasi-totalité de ces questions se rapportent directement ou indirectement à la croissance démographique.

Sachant que la population mondiale devrait atteindre les neuf milliards dans les 50 prochaines années et comparant cela au fait qu'en 1960 – il y a seulement 50 ans - la population totale était estimée à trois milliards, nous pouvons en conclure qu'en un siècle, la population humaine a réellement triplé. Cette statistique stupéfiante ne peut nous amener qu'à une profonde réflexion.

Cette session, organisée par le Forum asiatique des parlementaires pour la population et le développement (AFPPD), mettra en évidence les recommandations parlementaires soutenant le Programme d'action de la Conférence internationale pour la population et le développement (CIPD). Eduquer les femmes, les rendre autonomes, leur donner accès à la santé sexuelle et reproductive seront présentés comme des exemples d'accélération des progrès pour les OMD et de participation au processus de lutte contre la mortalité et contre la pauvreté.

Modérateur: Pinit Kullavanijaya, Sénateur, Thaïlande, Médecin, Secrétaire-général d'AFPPD

Janette Garin, Députée, Philippines, membre du Board du RPsBM-PNoWB

Au delà des chiffres: le rôle de la population dans le développement économique et les OMD en matière de santé

Eduard Bos, Spécialiste santé, nutrition et population pour la région Afrique (AFTHE), Groupe de la Banque mondiale

Orateur du Parlement européen

10.30-11.00 Suspension de séance

**11.00-12.15 Dialogue avec le Fonds monétaire international,
Avec la participation de Dominique Strauss-Kahn, Directeur Général (plénière)**

Allocation de bienvenue prononcée par André Flahaut, président de la Chambre des Représentants et Didier Reynders, Ministre belge des Finances

12.30-13.30 Déjeuner au Cercle Royal Gaulois

13.45-15.00 Efficacité du développement: vers 2015 et au-delà (plénière)

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le Programme d'action d'Accra cherchent à améliorer la manière dont l'aide au développement est fournie et gérée en vue de renforcer son efficacité et d'accélérer la réalisation des OMD. Les deux documents ont été signés lors du Forum de haut niveau (FHN) sur l'efficacité de l'aide – respectivement en 2005 et 2008, tenu par le groupe de travail de l'OCDE-CAD.

Etant donné que la communauté du développement se prépare pour le 4ème Forum de haut niveau vers la fin de l'année 2011 - qui fera le point sur les progrès accomplis en matière d'efficacité de l'aide tels que définis dans ces deux documents – tout porte à croire que ces principes seront redéfinis et mis à jour.

Cette session mettra l'accent sur le rôle des législateurs dans l'amélioration de l'efficacité de l'aide et dans la responsabilisation de leurs propres gouvernements - ainsi que des autres signataires institutionnels, et ce y compris la Banque mondiale - pour qu'ils tiennent leurs engagements pris dans la Déclaration de Paris, le Programme d'Accra et la Déclaration du Millénaire .

Modératrice : Janette Garin, Députée, Philippines, membre du Board du RPsBM-PNoWB

L'engagement parlementaire pour les OMD

Kevin Deveaux, Conseiller politique pour le développement parlementaire,
Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD)

Préparation du 4ème Forum de haut-niveau sur l'aide au développement: augmenter la participation parlementaire

Alexandra Trzeciak-Duval, Chef de la division de coordination des politiques,
Direction de la coopération au Développement de l'OCDE

Patrick Guillaumont, Président,
Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDi)

IDA et l'efficacité du développement: leçons tirées du financement multilatéral

Axel van Trotsenburg, Vice-président du financement concessionnel et partenariats mondiaux, Groupe de la Banque mondiale

15.00-15.15 Suspension de séance

15.15-16.30 Dialogue avec le Groupe de la Banque mondiale
Avec la participation de Sri Mulyani Indrawati, Directrice Générale (plénière)

16.30-17.00 Session de clôture et conclusions finales

Avec les membres nouvellement élus du conseil d'administration du RPsBM-PNoWB

L'Equipe de la conférence

M. Jerome Evrard, Directeur du secrétariat international
Mme Amy Dietterich, Conseiller technique en charge des politiques
Mlle Gergana Ivanova, Conseiller technique junior en charge des programmes
Mlle Manon Ballestero, Chargée de mission
M. Guillaume Galliot, Chargé de mission
Mlle Stephanie Carret, Chargée de mission
M. Martin Leah, Rédacteur
Mlle Alexandra Pedzinski, Rapporteur
Mlle Simone Grant, Rapporteur
Mlle Meghan Cook, Rapporteur
M. Juraj Kosturik, Rapporteur



La conférence annuelle 2010 et le 10ème anniversaire du RPsBM-PNoWB sont sponsorisés par:

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

THE BELGIAN
DEVELOPMENT COOPERATION .be

em trio.be

Avec le soutien de :



PNoWB International Secretariat

66, Avenue d'Iéna 75116 Paris, France

T +33 (0)1 40 69 30 55 / F +33 (0)1 40 69 31 64

E-mail : secretariat@pnwb.org

Check our website at <http://www.pnwb.org>

